

N°553 du 20 Novembre 2017 Prix: 250F CFA Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

<u>Réconciliation nationale :</u>



Awa Nana annonce la _{P3} phase des indemnisations à partir de mi-décembre

ÉDUCATION / REVENDICATIONS SYNDICALES:

des discussions, les fédérations lancent une grève de 4 jours à compter de demain

MANIFESTATIONS POLITIQUES **DERNIERS**:

Le ministre Yark salue l'esprit pacifique

TOGO/ ENTRE ACCALMIE ET **Quelle option choisir** pour donner chance P.3 au dialogue?

Proposition pour une sortie de crise au Togo:

La communauté internationale appelle à un dialogue inclusif et sincère p³ Le Pouvoir s'aligne, l'opposition cafouille







Jean-Pierre Fabre



Atchadam Tikpi

Visite inopinée du chef de l'Etat au marché de Niamtougou :



Faure Gnassingbé au marché de Niamtougou

Faure Gnassingbé très proche de son peuple 124

TOGO CELLULAIRE







EN CAS DE VOL OU PERTE DE VOTRE MOBILE



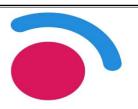
Le nouveau service qui vous permet de sauvegarder votre répertoire SIM



service client : 888 www.facebook.com/Togocel www.twitter.com/togocel www.togocel.tg certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015







COMMUNIQUÉ

Togotelecom

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS:

- 1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*1#
- 2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*2#

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19!

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

Poursuites des réalisations sociales au bénéfice des populations :

Faure Gnassingbé à Assoukoko pour la réception des ouvrages d'électrification et de mini-adduction d'eau potable

Le 15 novembre dernier, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé était à Assoukoko dans la préfecture de Blitta où il a présidé la cérémonie de réception des ouvrages d'électrification et de mini-adduction d'eau potable à la satisfaction des populations.

Ce geste de haute portée sociale du président Faure Gnassingbé permettra aux bénéficiaires de relever les défis de croissance économique à travers l'accès à l'électricité, à l'eau potable, aux meilleurs conditions de travail dans les structures de santé et de l'éducation.

La centrale solaire photovoltaïque d'une puissance de 250 KW permettra de raccorder gratuitement près de 500



ménages et un éclairage public aux populations. avec 115 lampadaires sur un réseau d'environ 10 Km. A cela s'ajoutent des mini-adductions d'eau pour offrir une eau saine

Cette réalisation socioéconomique est l'illustration de la mise en œuvre du mandat social initié par le chef de l'Etat

au profit de tous les Togolais et particulièrement les couches vulnérables.

Quatre localités sont concer- Africaine (UEMOA) nées par ce projet estimé à

deux milliards de FCFA et soutenu par la Commission de l'Union Monétaire

Nouvelle Opinion

Togo/ Entre accalmie et démonstration de force :

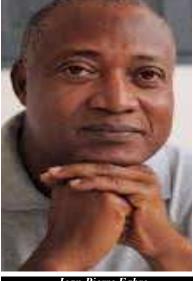
elle option choisir pour donner chance au dialogue?

La crise politique togolaise enclenchée depuis août dernier peine à trouver une issue. Malgré les multiples appels au dialogue venant de toutes parts et la volonté exprimée des protagonistes de se retrouver autour d'une table de négociation, la situation reste toujours tendue, rien ne semble bouger pour l'instant. Même les mesures prises par le gouvernement il y a quelques jours pour apaiser le climat politique favorable à l'ouverture du dialogue apparaissent insuffisantes aux yeux de la coalition des 14 partis de l'opposition.

Les conclusions des récentes démarches de l'émissaire du Président ghanéen tardent elles aussi à situer l'opinion publique sur la prochaine convocation du dialogue annoncé il y a quelques semaines déjà.

Dans l'une de ces dernières sorties médiatiques, le ministre de la Fonction Publique et de la Réforme administrative, a clairement pointé du doigt l'opposition comme étant la partie qui empêche l'ouverture rapide des discussions. Le ministre faisait allusion justement à l'appel de l'opposition à continuer les manifestations de rue et aux préalables qu'elle pose avant la participation aux prochaines discussions.

Au-delà de toute spéculation, la seule chose qui est vraie à l'instant est que le dialogue









annoncé ne s'ouvre pas. Le gouvernement de son côté à qui le devoir revient de fixer la date de l'ouverture du dialogue et d'inviter les parties concernées ne le fait pas encore. Y a-t-il des préparations dans les coulisses qui échappent à l'opinion publique? Nul ne le sait.

L'opposition de son côté a plusieurs fois laissé entendre qu'avant sa participation au dialogue, il faudrait que le gouvernement lève l'état de siège sur les villes de Sokodé, de Bafilo et de Mango. En dehors de cette doléance, la coalition des 14 partis de l'opposition revendique la libération des autres manifestants arrêtés lors des manifestations de rue.

Faut-il comprendre par là que ce sont ces préalables non obtenus qui bloquent l'ouverture du dialogue annoncé? De toutes les façons, l'opposition choisit pour l'instant de rester dans la rue pour, dit-on, faire pression avant le dialogue, ce qui suppose que la tension reste entretenue. Et le commun des mortels est en droit de se

demander si cette situation telle qu'elle se présente favorise le dialogue? Jusqu'à quand va-ton continuer cette démonstration de force? Ne serait-il pas beaucoup plus opportun de jouer à une accalmie pour permettre à toutes les parties de se

parler avec franchise dans un cadre de sérénité?

Nous espérons que les jours qui viennent pourront situer les Togolais sur ce que nous réserve la classe politique togolaise.

La Rédaction

Réconciliation nationale:

Awa Nana annonce la phase des indemnisations à partir de mi-décembre

La Commission Vérité Justice et Réconciliation mis en place par le chef de l'Etat pour plancher sur les évènements à caractère politique qui ont secoué le Togo de 1958 à 2005 avait recommandé l'indemnisation des victimes aux termes de sa mission.

Après le rapport remis au président de la république, il a été créé le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) pour parachever l'œuvre de cette institution et poser véritablement

les bases d'une réconciliation nationale entre les Togolais déchirés par plusieurs années d'incompréhension. La mission essentielle du HCRRUN est de pouvoir verser les compensations et indemniser les victimes.

Vendredi dernier lors d'une réunion tenue à Lomé en présence des représentants des institutions et des différents départements ministériels avec le Comité de Gestion du Fond spécial d'indemnisation, I'ONG Aimes Afrique et les différents acteurs impliqués dans ce processus, Mme Awa Nana, présidente du HCRRUN a annoncé que les

Suite à la page 5

Proposition pour une sortie de crise au Togo:

La communauté internationale appelle à un dialogue inclusif et sincère

Le Pouvoir s'aligne, l'opposition cafouille

Les 16, 17 et 18 novembre derniers, la coalition des 14 partis de l'opposition était encore dans les rues pour réclamer le retour à la constitution de 1992, la redéfinition du cadre électoral et le vote des Togolais de l'étranger. Cette série de manifestation de trois jours s'est déroulée à Lomé sans incident majeur avec l'encadrement des forces de l'ordre.

En marge de ces trois jours de manifestations, la coalition a sorti un communiqué pour expliquer à ses militants l'objectif d'une réunion qu'elle a eue à Lomé avec une délégation d'émissaires du président Nana Akoufo-Addo du Ghana. Dans ce communiqué, la coalition estime qu'il ne s'agit pas véritablement de discussions entre pouvoir et opposition sur cette crise qui secoue le Togo mais des préliminaires au cours desquels l'opposition a tenu à donner sa position sur une éventuelle discussion. L'opposition estime que cette rencontre était une occasion pour elle de discuter des parties qui doivent prendre part au dialogue, du cadre, de la composition des délégations, du comité préparatoire et du calendrier. Tout porte à croire que l'opposition impose des préalables avant toute discussion.Or le gouvernement a pris des mesures d'apaisement en acceptant d'aller au







Jean-Pierre Fabre







ensembleen ce qui concerne la

réclamation des réformes poli-

dialogue depuis que la communauté internationale a lancé un appel pressant à tous les protagonistes. Elle n'a pas lésiné sur les moyens pour apporter tout son concours à la décrispation de la crise.

Parlant de ce dialogue que les Togolais appelle de vives voix, il y a quelques jours, Fabre, le chef de file de l'opposition, s'est dit d'accord pour discuter avec le pouvoir, mais pose ses conditions.

Il a estimé que les discussions se déroulent directement avec le chef de l'Etat et veut ensuite disposer d'un cadrage précis et des modalités des discussions en exigeant au préalable la levée de l'état de siège dans certaines villes et la libération de certains détenus. Pire, Fabre avait clamé haut et fort que, contrairement à ce que le pouvoir pense, c'est à

l'opposition de dicter le tempo du dialogue. C'est-à-dire, la manière dont les choses doivent se dérouler. C'est ce que la coalition des 14 partis qui organise les manifestations de rue a entériné en posant des préalables. A l'analyse de la situation sociopolitique actuelle, il faut avouer que le pouvoir s'est aligné sans commune mesure à l'appel de la communauté internationale pour un dialogue inclusif et sincère. Aujourd'hui, l'opposition qui continue les marches de rue avec des conditions coriaces avant d'aller aux discussions veut mettre en veilleuse les efforts entrepris par la communauté internationale dans la logique de juguler définitivement cette crise. La coalition n'est-elle pas en passe de jouer sur la bonne foi de la communauté internationale qui espère de vives voix,

voir les Togolais s'asseoir autour d'une table de négociation ?

Toutes ces interrogations triturent les méninges des observateurs qui commencent à douter de la volonté de la coalition qui se dit favorable au dialogue mais insiste sur des préalables.

Certes dans toute discussion entre les acteurs d'une crise politique, la méfiance prend le dessus au regard de la position de chaque partie. Mais de guerre lasse, la coalition doit s'accorder sur les questions essentielles, trouver un terrain d'entente entre eux avant d'aller au dialogue. Dans ce cas d'espèce, il ne faudrait pas qu'après, certains groupuscules se forment pour dire qu'ils ne sont pas d'accord sur les préalables. Les 14 partis qui se sont associés pour constituer un front, ont mûrement réfléchi avant de mener un combat

Au demeurant, il est important que l'opposition fasse une bonne lecture pour ne pas mettre en veilleuse ce dialogue en vue très attendu par l'ensemble de la population.

Au regard de tout ce qui précède, les Togolais attendent que ce dialogue se déroule dans de bonnes conditions avec la conviction de déboucher sur la décrispation de la crise. En somme, la proposition faite par la communauté internationale pour un dialogue inclusif et sincère doit être prise au sérieux par les leaders de l'opposition. Tous doivent participer à ces assises tant attendues et laisser de côté des calculs politiciens qui risqueront de porter un coup dur au bon déroulement du dialogue. Le pouvoir s'est déjà aligné derrière cette proposition d'aller sur la table de dialogue. L'opposition a intérêt à arrêter de cafouiller la situation pour une discussion franche qui balisera le terrain aux réformes constitutionnelles et institutionnelles.

Visite inopinée du chef de l'Etat au marché de Niamtougou :

Faure Gnassingbé très proche de son peuple

Lors de la campagne électorale pour la présidentielle de 2015, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé avait promis placé son mandat en cours sous le sceau du social s'il était élu.

Nombreux sont ceux qui ont pensé à la démagogie des candidats qui viennent promettre monts et merveilles à l'électorat lors d'une joute électorale mais une fois élus, ne tiennent plus à leurs promesses. Mais Gnassingbé s'est distingué par des actions concrètes et la mise en place des projets socioéconomiques de base au profit des populations togolaises.

Le mandat social de Faure interprété à tort se réalise inexorablement par des actes positifs et par sa présence aux côtés de son peuple. Depuis le début de ce mois, l'agenda de Faure Gnassinabé est très chargé avec la descente sur le terrain où il a eu, dans un premier temps à être au contact des populations de la région des savanes.



Une redendeuse du marché faisant un cadeau au Chef de l'Etat

Dans cette localité, le chef de l'Etat a discuté directement avec les jeunes, les femmes, les cadres et les autorités locales qui ont pu exposer directement leur doléance pour l'amélioration de leur condition de vie.

Faure Gnassingbé était ému par l'enthousiasme des populations avec lesquelles il a eu des échanges riches dans une ambiance empreinte de convivialité. Le Chef de l'Etat a profité pour visiter les chantiers en cours

de réalisation et constater l'état d'avancement des ouvrages destinés à ces populations.

La semaine dernière, Faure Gnassingbé a fait une visite surprise au marché de Niamtougou. Le chef de l'Etat a reçu un bain de foule des marchands et marchandes, usagers et autres couches sociales qui ont eu la chance de vivre ces instants inoubliables entre un président de la république et son peuple.

Dans une ambiance populaire,

Faure Gnassingbé a été ovationné par les foules en liesse qui se frayaient un passage pour lui rendre toutes les civilités. Faure Gnassingbé a même discuté avec une revendeuse qui était à côté de son étalage avec tout le respect et la communion.

Dans une élégance, il a salué les populations qui ont afflué pour le voir de si près au marché de Niamtougou. Cette visite surprise du chef de l'Etat est un signal fort d'un président de la république proche de son peuple. Il nous en souvient qu'il y a peu, lors du lancement du réseau solaire photovoltaïque dans l'Ogou et tout récemment à Assoukoko dans la préfecture de Blitta, Faure Gnassingbé a reçu ce même bain de foule des populations qui n'ont pas voulu se faire conter l'évène-

Le mandat social de Faure Gnassingbé s'égrène avec plus d'actions au profit des populations vulnérables.

Nouvelle Opinion

Tchagnao

Nouvelle DPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité **Récépissé** n°0149/14/03/01/HAAC Siège: Adidoadin, PAvée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien

Diretceur de Publication:

El Hadj TCHAGNAO Arimiyao Cel:91 36 37 55 jeantchagnao@yahoo.fr Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs :

Tchagnao El Hadj Arimiyao Agbékponou Junior Ramzad Maroine Tchagnao

Dalikou Lynda A. Imprimerie:

IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U.

Tirage:

2.000 exemplaires

<u>Développement à la base :</u>

La ministre Tomégah-Dogbé a procédé à la pose de la première pierre pour un nouveau marché moderne à Bafilo

Depuis toujours, Faure Gnassingbé a fait du développement de toutes les localités du pays, sa principale préoccupation. Ainsi, dans son mandat social, plusieurs projets socioéconomiques de base sont en cours de réalisation pour l'épanouissement des populations. C'est dans cette optique que, le gouvernement aura à investir 450 millions pour la construction du nouveau marché moderne à Bafilo dans la préfecture d'Assoli. C'est Mme Victoire Tomégah-Dogbé, ministre du développement à la base qui a procédé vendredi dernier à la pose de la première pierre.

Ce projet s'inscrit dans le



cadre du Programme d'appui aux populations vulnérables (PAPV) dont l'objectif est le développement d'équipement communautaire. Ce programme consiste à l'amélioration

des conditions de vie des populations vulnérables dans 2018 accorde une place très différentes régions du pays importante au PUDC et au avec un accent particulier sur le développement des infrastructures et la réduction de la de la pose de la première

pauvreté. Le projet budget PAPV.

En marge de la cérémonie

pierre pour la construction de ce nouveau marché moderne à Bafilo, Mme la ministre du développement à la base a saisi cette occasion pour sensibiliser les populations aux vertus de la paix, à la préservation de la cohésion nationale et du vivre-ensemble aui sont gages de tout développement.

Ces actions du gouvernement togolais sur le terrain montre à suffisance que le mandat du président Faure Gnassingbé prend son envol avec mise en place des projets socioéconomiques de base pour un meilleur cadre de vie de tous les Togolais.

Dalikou Lynda

Manifestations politiques des 16, 17 et 18 novembre derniers :

Le ministre Yark salue l'esprit pacifique qui a prévalu

L'opposition dans sa lutte de retourner à la Constitution de 1992, à de nouveau battu le pavé les 16, 17 et 18 novembre dernier. Mais pour cette foisci, ces manifestations qui se sont déroulées à Lomé et dans quelques villes de l'intérieur du pays n'ont pas été suivies d'incidents majeurs ni de violences hormis quelques petites dérapages notés à certains niveau. C'est un premier pas que salue le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Yark Damehame, lors de ses sorties médiatiques la semaine derniè-

Aujourd'hui ce qui est à retenir suite à ces différentes marches des groupes de 14 de l'opposition est ce caractère "pacifique" dont chacun à fait preuve de retenue que ce soit du côté des manifestants que des forces de l'ordre. Un signe qui démontre à suffisance que petit à petit les tractations se font dans les coulisses pour une sortie de crise.

Organisateurs, manifestants et gouvernement ont commencé par parler de la même voix qui est le respect des dispositions pour une marche pacifique et sans incidents. Suite aux différentes manifestations de ses trois jours de marche, le ministre de la sécurité et de la protection n'a pas manqué de saluer le comportement pacifique qui a régné sur le terrain.

Bien que les marches ont été pacifiques dans leur ensemble, il a été relevé au deuxième jour qu'un groupe



pare brise d'un bus de 9 places au niveau du marché de Bè appartenant à un commerdu Grand marché

de manifestants a cassé le Adawlato, et aussi le blocage momentané de la route Lomé-Aného par les manifestants à Aného.

petits incidents des trois jours, il a relevé que c'est le fruit du difficile apprentissage de la démocratie et que ces dérapages peuvent être évités dans la mesure où la volonté pédagogique prend le dessus de toute chose. Chacun a fait preuve de responsabilité pour respecter les consignes données par l'autorité. Selon lui ceci doit, se poursuivre pour que le Togo dans les jours à venir puisse sortir grandi en matière de démocratie.

Il a par ailleurs salué l'esprit de hauteur et d'encadrement des manifestants par les forces de sécurité et des organisations des droits de l'homme ainsi que les acteurs Par rapports à ces quelques de médias qui font le néces-

saire pour l'apaisement de la situation que vit le Togo depuis un moment. Par rapport à l'interdiction des marches à Sokodé, le ministre a signifié que c'est dans le sens de préserver la paix et la tranquillité que cette décision a été prise.

Le ministre Yark a expliqué que depuis les évènements récents dans cette ville de Sokodé où le commissariat a été brulé, Il existe toujours des armes qui circulent dans la nature. C'est pour éviter le pire que cette décision a été prise en vue de préserver toute violence qui pourra encore entrainer des dégâts fâcheux.

Kodjovi

Éducation / Revendications syndicales :

Le gouvernement promet l'ouverture des discussions, les fédérations lancent une compter

L'année scolaire en cours comme la dernière a débuté avec des perturbations dues à des revendications des enseignants. Au centre de la plateforme revendicative en cours se trouve la question du statut particulier et de la prime unique.

D'après les premiers responsables des fédérations syndicales de l'éducation, le statut parde l'enseignement devrait être prêt avant la rentrée scolaire 2017-2018 conformément aux promesses faites par le gouvernement. Mais à ce

jour, nous renseignent les mêmes sources, le statut n'est pas encore adopté pour être appliqué.

Débuté dès la rentrée avec la CSET, le mouvement de revendications des enseignants a emballé toutes les fédérations syndicales de l'éducation. Celles-ci et la CSET demandent pour l'essentiel de la part du gouvernement:

- la copie du statut particulier remise au premier ministre;
- l'ouverture des discussions en vue de la fixation du taux correspondant aux primes et indemnités et de sa date d'effet;

 l'intégration des indemnités forfaitaires de vingt et trente mille aux salaires de base des enseignants qui émergent sur la subvention que l'État accorde à l'enseignement confessionnel;

- l'organisation d'un concours spécial à l'intention des enseignants volontaires du secteur public en vue de leur intégration dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

Après une première rencontre qui a réuni les fédérations syndicales, l'association des parents d'élèves le gouvernement et le CNDS pour situer les responsabilités et chercher les approches de solutions, une seconde assise a eu lieu le vendredi dernier.

Cette assise, selon les sources proches des acteurs de la crise, a rassemblé le ministre de l'économie et des finances, les représentants des fédérations syndicales de l'éducation, le Conseil National de Dialogue Social (CNDS) et les syndicats de la santé. Après avoir écouté toutes les parties, les premiers responsables du CNDS ont promis de tout mettre en œuvre pour la résolution de la crise que traver-

Suite à la page 6

<u>Développement durable au Togo:</u>

L'économie bleue, l'économie de la connaissance, et l'économie circulaire trois concepts pour lutter contre le chômage

Le problème d'emploi auquel sont confrontés les dirigeants africains et en particulier les jeunes, reste un défi majeur que chacun doit relever pour une bonne création de la richesse et de la valeur ajoutée. Une situation qui préoccupe M. Soter Dovi qui, à travers "Ensemble, le Togo" entend faire comprendre aux jeunes diplômés qu'ils ont de la potentialité et de l'énergie nécessaire pour entreprendre eux-mêmes après leurs études, car la production de la richesse existe et est à portée de leur main. D'où l'organisation d'une rencontre d'échange sur l'économie bleue, l'économie de la connaissance et l'économie circulaire. Rencontre aui s'est tenue le mardi 15 novembre 2017 dans la salle de l'Institut Confucius de l'Université de Lomé en présence des économistes de la FASEG et aussi étudiants.

Différents concepts de l'économie à savoir : l'économie bleue, l'économie de la connaissance et l'économie circulaire ont agrémenté les débats. Aujourd'hui beaucoup pensent qu'en parlant de l'économie bleue on ne peut que faire allusion à la mer et à l'océan. Or c'est un concept qui fait ressortir comment partir des déchets pour en faire des ressources.

Au cours de ce forum, il a été démontré à travers des exemples plus édifiants que l'on peut partir des déchets du Café pour produire des champignons et aussi des déchets de la bière pour produire de la spiruline. Pour ce qui est de l'économie de la connaissance, elle est celle qui, selon les économistes peut permettre aux chômeurs d'avoir plus de ressources au'un salarié. Les panelistes de ce forum ont mis un accent particulier sur l'entreprenariat des jeunes après leurs études. Un secteur qui est beaucoup plus productif et qui fait gagner et créer plus de richesse et de la valeur ajoutée.

Quant au dernier qui est l'économie circulaire, ils ont fait comprendre qu'elle n'est qu'une phase de transformation des déchets en biens et richesses. Il est question de partir des déchets du Café pour produire des champignons. Par exemple, I'on peut partir des déchets de la bière pour produire de la spiruline. Parlant de l'économie circulaire, elle a fait objet d'une visite à Tsévié où l'on a pu constater de prêt les bonnes choses qui sont en train d'être réalisées à base des champignons par l'Association pour la Gestion Intégrée et Durable de l'Environnement (AGIDE). Grâce à la transforma-



Agbalegnon Kossi donnant des explications sur le champignon

tion des débris de feuilles de chiendent et de tiges de manioc, le monde paysan n'est plus confronté à la destruction de la flore microbienne du sol mais plutôt à une restauration de la fertilité des sols et de la santé des cul-

Une chose qui peut être réalisé de nos jours selon M. Soter Dovi, fondateur d'Ensemble le Togo qui trouve que les Champignons



contiennent les meilleurs remèdes existant dans la nature et sont longtemps considérés comme des tonifiants qui peuvent profondément améliorer la santé humaine. Et c'est ceux à quoi veut aboutir

les premiers responsables de "
Ensemble, le Togo " pour faire
des jeunes togolais des entrepreneurs de demain et ceci pour un
développement durable du pays.
Elom

Éducation / Revendications syndicales :

Le gouvernement promet l'ouverture des discussions, les fédérations lancent une grève de 4 jours à compter de demain

Suite de la page 5

se le secteur de l'éducation depuis plusieurs années et prévenir de nouvelles crises dans le secteur de la santé.

Le ministre présent à cette assise a promis pour sa part que le gouvernement remettra très bientôt la copie du statut particulier aux syndicats. Il rassure également que la question des enseignants du confessionnal sera traitée en 2018. Pour finir, le ministre a laissé entendre que concernant la question de la prime unique, le gouvernement



entend ouvrir prochainement des discussions en vue d'y trouver



une solution durable. Mais avant cette dernière

rencontre, les fédérations syndicales ont déjà déposé un mot d'ordre de grève de quatre jours à compter de demain mardi.

Cette situation s'apparente plutôt à un dialogue de sourds où un mur d'incompréhension s'installe entre autorités et syndi-

Vivement que les négociations annoncées par le ministre s'ouvrent le plus tôt possible pour un dénouement heureux de cette crise qui n'a fait que trop durer.

Apo

TOURISME:

Semaine gastronomique à l'hôtel du 2 février

A partir de ce samedi, une semaine gastronomique est organisée par l'hôtel du 2 février pour faire découvrir les saveurs du Togo et du monde entier.

Cet hôtel qui a été rénové il y a peu, regorge de compétences en art culinaire qui travaillent inlassablement dans 4 restaurants dont dispose l'établissement.

Sur cette base, le ministre Attigbé lhou du tourisme et de l'industrie a expliqué que, le 2 février, avant qu'on ne trouve un nouveau partenaire d'exploitation conserve son standing de cinq étoiles. Les 350 employés ont su maintenir le cap pour attirer la clientèle et contribuer ainsi au développement du tou-



Photo de famille

Le Chef cuisto CHristophe Abégan (g) et le ministre Ihou

risme d'affaire.

En cuisine, le personnel vient de bénéficier d'un complément de formation avec l'arrivée du chef Christophe Abégan qui a 30ans d'expérience en matière hôtelier.

Dans le cadre de la relance

du tourisme, le ministre Gabriel lhou avait présidé le 24 octobre dernier, une réunion de mise en place du comité technique de normalisation du secteur du tourisme. Le ministre du tourisme a expliqué que la modernisation de ce secteur passe par la réha-

bilitation du parc hôtelier et la construction de nouvelles unités. Cette semaine gastronomique se situe dans suite logique de relancer le secteur hôtelier au Togo et contribuer à la croissance de l'économie.

La Rédaction

Saad Hariri et Emmanuel Macron tentent à Paris de désamorcer la crise libanaise

Le Premier ministre libanais démissionnaire Saad Hariri s'est entretenu samedi à Paris avec le président Emmanuel Macron, pour tenter de trouver une issue à la crise libanaise qui reste entière, avant de rentrer à Beyrouth au plus tard mercredi.

A l'issue d'un déjeuner à l'Élysée avec le président français et sa femme Brigitte, en compagnie de son épouse et de leur fils aîné, Saad Hariri a confirmé qu'il rentrerait au Liban au cours des " prochains jours " et au plus tard mercredi, pour participer aux célébrations de la Fête nationale, et que c'est là-bas qu'il s'exprimerait à propos de sa démission, qu'il a annoncée depuis Riyad le 4 novembre.

Le Premier ministre libanais a remercié " pour son soutien " la France et son président. " La France a montré encore une fois la grandeur de son rôle dans le monde et la région. Elle prouve son attachement au Liban et à sa stabilité ", a-t-il dit.

Arrivé en France par avion privé tôt samedi, en provenance d'Arabie Saoudite, Saad Hariri s'est rendu à la mi-journée à la présidence de la République française. Les deux autres enfants du couple, adolescents, sont restés en Arabie saoudite, où ils résident et sont scolarisés. " Ahlan wa sahlan! Bienvenue à Paris Saad Hariri ", à tweeté le président Macron, en postant une vidéo tournée dans l'Élysée. Un peu plus tôt, Emmanuel Macron s'était entretenu au téléphone avec le président libanais Michel Aoun, qui " l'a remercié pour l'action de la France en faveur du Liban ", selon l'Élysée.

Hariri "otage" de Riyad selon

Réconciliation nationale :

Awa Nana annonce la

Michel Aoun

Ancienne puissance mandataire du Liban, la France a joué les médiateurs et le président Macron a invité à Paris Saad Hariri et sa famille afin de tenter de sortir de l'impasse née de sa démission. Une solution acceptée par Saad Hariri avec l'accord du parrain saoudien. Le président Macron a précisé qu'il recevrait Saad Hariri " en tant que Premier ministre " du Liban car " sa démission n'est pas reconnue dans son pays puisqu'il ne s'y est pas rendu ".

Le séjour prolongé de M. Hariri en Arabie Saoudite et le fait qu'il ne soit pas revenu au Liban pour remettre par écrit sa démission au président comme le veut la tradition ont fait l'objet d'intenses spéculations. Le président Aoun l'avait qualifié d'" otage " de l'Arabie saoudite. Dans un tweet, Saad Hariri avait affirmé que son séjour à Riyad visait simplement " à mener des consultations concernant l'avenir du Liban et ses relations avec ses voisins arabes ". Le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian avait, lui, rencontré jeudi le Premier ministre Hariri à Riyad, où le chef de la diplomatie saoudienne Adel al-Jubeir avait assuré qu'il était libre de partir " quand il veut ".

"Mainmise" du Hezbollah Détenteur de la nationalité



saoudienne, Saad Hariri, 47 ans, possède une résidence à Riyad où sa famille est installée. Il a repris le flambeau politique à la mort de son père, Rafic Hariri, un ancien Premier ministre tué dans un attentat à Beyrouth en 2005 pour lequel cinq membres du Hezbollah chiite libanais sont

En annonçant sa démission, Saad Hariri avait invoqué la mainmise " du Hezbollah - membre du gouvernement et soutenu par l'Iran - sur la vie politique au Liban, et des craintes pour sa vie, au moment où Riyad fulminait contre les ingérences prêtées au rival iranien dans la région.

Jeudi, le chef de la diplomatie

saoudienne s'en est violemment pris au Hezbollah. " C'est une organisation terroriste de première catégorie ", a-t-il soutenu, en l'accusant d'avoir " pris en otage l'État au Liban et d'être devenu un instrument aux mains " de l'Iran. A ses côtés, Jean-Yves Le Drian a déclaré que la France était "inquiète " de la " tentation hégémonique " de l'Iran au Proche-Orient, s'attirant les foudres de Téhéran.

L'Arabie saoudite rappelle ambassadeur son Allemagne

Le départ pour Paris de Saad Hariri a été " expressément salué " samedi par le ministère allemand des Affaires étrangères. " Nous avons en raison de la situation actuelle au Proche-Orient de grandes inquiétudes quant à la stabilité de la région et appelons toutes les parties à réduire les tensions ", a indiqué un porteparole du ministère dans un communiqué.

L'Arabie saoudite a décidé de rappeler son ambassadeur à Berlin pour protester contre des déclarations du ministre allemand des Affaires étrangères Sigmar Gabriel qui avait laissé entendre que M. Hariri subirait l'influence de Riyad, a annoncé samedi l'agence officielle saoudienne SPA.

"Ces déclarations sont hasardeuses, fondées sur des informations erronées et ne servent pas la stabilité dans la région ", a commenté le porte-parole du ministère saoudien des Affaires étrangères, cité par SPA.

Jeudi, M. Gabriel avait déclaré lors d'une conférence de presse à Berlin avec son homologue libanais Gebrane Bassil que "le Liban risau(ait) de retomber dans de graves confrontations politiques et peut-être militaires ".

Source: rfi.fr

Zimbabwe: la société civile et les Eglises font entendre leur voix

Une centaine d'organisations de la société civile exigent le départ du président Mugabe. Elles pressent par ailleurs l'armée de publier une feuille de route sur le retour des civils au pouvoir. Dans une déclaration, elles demandent aussi la tenue d'élections en 2018.

Les Zimbabwéens doivent, en principe, aller aux urnes en juillet prochain. Mais des militants de la société civile se demandent si ce rendez-vous électoral pourra être maintenu. Une centaine d'ONG demandent à l'armée de s'engager d'ores et déjà à organiser des élections " justes et crédibles ". En clair : des élections plus démocratiques que dans le passé.

Maître Doug Coltart est membre d'un réseau d'avocats qui a signé la déclaration de la société civile : " La situation est loin d'être idéale. Personne ne peut vouloir d'un coup d'État. Personne ne veut voir la constitution bafouée. Mais, vu notre situation, c'est une occasion d'aller de l'avant. "

De leur côté, les Eglises chrétiennes estiment que la crise actuelle pourrait donner naissance à une "nouvelle nation". Ces événements pourraient, aux yeux des responsables catholiques, protestants et évangéliques, remettre le Zimbabwe sur



le chemin de la démocratie.

Le pasteur Evan Mawarire, l'initiateur du mouvement de contestation " Ce drapeau ", s'est joint à leur appel. Dans un message vidéo, ce militant, maintes fois interpellé par la police, a évoqué l'éventualité d'une grande manifestation.

Mais pas tout de suite. Dans un message sur son compte Twitter, il explique qu'il serait trop dangereux à ce stade-ci de descendre dans la rue.

Reportage: Harare dans l'at-

Les Zimbabwéens semblent avoir appris à maîtriser leurs espoirs trop souvent déçus. Thomas n'a connu que le chômage depuis qu'il a quitté l'école il y a vingt ans. Aujourd'hui, il lave des voitures pour gagner sa vie et son point de vue sur le coup de force de l'armée est sans appel: "Les soldats sont du côté du peuple. Et le pouvoir va être donné au peuple! Grace et Robert Mugabe voulaient créer une dynastie familiale, mais le pays est au peuple!

que ce soit l'armée qui ait finalement vaciller le vieux chef de l'État. Pour Maryline, ce qui compte avant tout c'est qu'une brèche ait été

Le président ouverte. (Mugabe) nous a beaucoup opprimés, dit-elle. Nous n'avons pas pu nous développer, à cause de ce système oppressif. Mais maintenant, nous sommes très heureux. Moi personnellement, je suis vraiment très heureuse. N'importe quel changement sera bon à prendre. Au moins, maintenant nous savons qu'il est possible de faire partir un dirigeant. "

La jeune femme énumère les défis de son quotidien, et ses rêves pour l'avenir : " C'est l'économie, c'est l'éducation. C'est impossible de s'en sortir, on vit au jour le jour. Ce que tu gagnes tu le manges le jour même. Si seulement je pouvais faire quelques économies, pour moi et mes enfants, pour préparer l'avenir. "

Pour l'instant, Maryline préfère contenir sa joie comme les autres, trop inquiète de voir l'espoir ténu s'évanouir à la dernière minute.

Source : rfi.fr

phase des indemnisations à partir de mi-décembre

Suite de la page 3

indemnisations débuteront à partir de mi-décembre. Le but visé par cette réunion technique était de réviser et de valider la stratégie de prise en charge médicale et psychologique des victimes vulnérables et la procédure de leur indemnisation. Suite au travail abattu par cette institution, il ressort que, sur toute l'étendue du territoire national, les victimes vulnérables qui sont concernées par cette première phase d'indemnisation sont au nombre de

Selon les informations, ces victimes portent encore des séquelles physiques ou psychologiques graves qui nécessitent leur prise en charge. Il a été décidé d'afficher au fur et à mesure de leur programmation, la liste des victimes au siège du HCRRUN et dans

137.



les chefs-lieux des préfectures. Cette phase d'indemnisation des victimes est cruciale pour l'apaisement et la réconciliation nationale prônée par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

Elle va pouvoir contribuer à poser des bases réelles d'une paix durable au Togo et du vivre-ensemble entre les Togolais qui doivent désormais se pardonner mutuellement pour le développement de notre chère nation.

Agbé

































